

# ECHOS ET PROJETS



LETTRE N°37  
AUX ADHERENTS

AUTOMNE 2016

Hôtel de Ville  
50000 SAINT-LO  
pso.saintlo@gmail.com  
site internet :  
peuples-solidaires-stlo.org

## Notre organisation évolue, notre nom aussi...

Depuis l'Assemblée Générale des 21 et 22 mai 2016, notre fédération s'appelle «ActionAid France - Peuples Solidaires».

Pourquoi ce changement ? Que signifie-t-il ?

Cela fait deux ans que l'affiliation pleine et entière de Peuples Solidaires à ActionAid a été votée.

ActionAid est une fédération internationale, implantée dans plus de 40 pays. Nous portons le même message, nous voulons un monde dans lequel chaque personne jouit du droit et de la possibilité de vivre dans la dignité.

Un membre de notre Conseil National, Birthe Pedersen, représente notre fédération au Conseil d'Administration d'ActionAid. Notre voix est donc entendue et nous assistons à l'assemblée générale annuelle comme tous les autres représentants des pays dans lesquels ActionAid est présent.

Logiquement, pour des raisons de clarté et de lisibilité de cette représentation, il a été décidé de prendre le nom d'ActionAid France. Attaché-e-s à la notion de solidarité entre les peuples, nous avons conservé l'expression

«pour des peuples solidaires».

À Saint-Lô, le Conseil d'Administration a décidé d'adopter le nom d'«ActionAid Peuples Solidaires Saint-Lô» et un nouveau logo nous représente. Il est inspiré de celui de la fédération. Il marque notre attachement à la solidarité mais aussi à la convergence des luttes avec toutes les entités ActionAid dans le monde. Les revendications que nous portons avec les partenaires du Sud restent les mêmes : souveraineté alimentaire, droits des femmes, responsabilité sociale des entreprises, et justice fiscale. Notre volonté de défendre ces droits reste intacte. Le fonctionnement démocratique à l'intérieur de notre groupe et de notre fédération ne changera pas. À ActionAid Peuples Solidaires Saint-Lô, nous adhérons à cette évolution et nous sommes sûr-e-s de pouvoir compter sur vous pour continuer à accompagner, par notre intermédiaire, les projets de nos partenaires du Sud.

Françoise FOSSEY

**act:onaïd**  
*pour des peuples solidaires*

# Dates à retenir

**Du lundi 14 au mercredi 23 novembre**  
**Semaine de la Solidarité Internationale**



«Vivre de son travail – Un droit fondamental pour tous et partout dans le monde»

**Les principaux rendez-vous :**

**Mercredi 16 à 15h 30 dans le hall de la médiathèque de Saint-lô :** inauguration de l'exposition : Le travail, qu'est-ce que ça te dit ?

**Mercredi 23 à 20h 30 à la salle de conférences du centre culturel :** conférence d'Anne Eydoux «Quel avenir pour l'emploi et la protection sociale dans la mondialisation ?»

**Sur le même thème mais plus tard :**

**Mercredi 30 à 20 h (en partenariat avec la médiathèque) :** lecture publique (« Photo de groupe au bord du fleuve » d'Emmanuel Dongola) et intervention de femmes bangladesi militante d'Action Aid Bangladesh (Peuples Solidaires).

**Jeudi 15 décembre (en partenariat avec l'Écume des Films) au Cinemoviking :** « Les Pépites », film documentaire.

**Mercredi 23 novembre de 14h à 19h à la Salle Allende de Saint-Lô**

**Forum « Partir à l'étranger »** plutôt à destination des jeunes.

L'association ActionAid Peuples Solidaires – Saint-Lô y tiendra un stand

**Le jeudi 24 novembre à 19h 30 : "Festival AlimentTerre au Lycée de Thère.**

Présentation du film "Ceux qui sèment" suivi d'un débat.

**Vendredi 25 et samedi 26 novembre : Noël d'ici et d'Ailleurs (NIA)**

La manifestation se déroulera de 14h à 18h le vendredi et de 10h à 18h le samedi. Le Noël d'ici et d'Ailleurs se déroulera au centre culturel, salle Patounas.

**Le samedi 28 janvier 2017 : Soirée du Soleil**

C'est désormais le rendez-vous festif de début d'année, nous comptons sur vous pour poursuivre toujours et encore le financement de projets vers les pays du sud. Réservez dès à présent cette date et invitez vos amis !

**Le mercredi 8 mars à 20h 30 : Assemblée Générale de l'association**

## Dernières nouvelles (Ce qui s'est passé depuis avril)

**Le 20 avril 2016 : Actions et témoignages de deux Brésiliens, pour la campagne "Pressés comme des oranges".**

Le jus d'orange concentré le plus consommé dans le monde provient du Brésil. Les 2/3 sont destinés à l'Europe. Au Brésil, l'exploitation, la transformation et l'expédition sont aux mains de trois firmes (Dreyfus, Citrosuco, Cutrale) et en Europe une douzaine d'embouteilleurs produisent pour ces firmes et pour de grands distributeurs (Lidl, Carrefour...).

100 000 travailleurs y sont employés dont 50% de femmes.

Dans les plantations et les usines de transformation les travailleur-euse-s (souvent originaires de régions éloignées) sont employés dans des conditions déplorables.

Les salaires sont bas. Les horaires de travail sont longs avec un temps de transport de 2 à 3 heures par jour. Les logements sont très souvent indécents : cabanes non meublées sans sanitaires, avec parfois 20 personnes par logement. La syndicalisation est empêchée. La défense des travailleurs est très difficile, ils sont peu organisés et exposés à de fortes répressions en cas de recours au syndicat.

Pour dire «STOP» à l'exploitation inacceptable dans la filière du jus d'orange concentré, AA-PSo St Lo a profité de la venue de nos partenaires brésiliens, Abed Barreto et Alcimir pour créer un temps fort sur la ville de Saint-Lô le mercredi 20 avril 2016. Il y a d'abord eu une action en début d'après midi devant le magasin Lidl avec explication et diffusion de la pétition nationale.



Puis plus tard une présence rue piétonne a été mise en place avec le même scénario. Le public de passage a été sensible à la cause et plus de 60 signatures ont été récoltées.

Enfin le soir au Centre Nelson Mandela, lors de son témoignage, Abed Barreto nous a rapporté le vécu des travailleurs brésiliens de l'orange. Les supermarchés européens, les plus puissants de la filière, doivent agir pour garantir les droits fondamentaux dans la chaîne d'approvisionnement en jus d'orange, et mettre en œuvre leur devoir de vigilance.

**Les 28 et 29 mai 2016 : Fête de la Bio**

Au milieu d'agriculteurs, d'artisans, de transformateurs et de distributeurs proposant un panel de produits agricoles biologiques et de matériels adaptés à ce type d'agriculture, mais aussi d'exposants dans les domaines de la santé, de la librairie, de l'artisanat d'art, du commerce équitable et de l'éducation à l'environnement, ActionAid Peuples Solidaires Saint-Lô a tenu un stand à la «fête de la bio» organisée à Saint



Georges d'Elle les 28 et 29 Mai 2016. Avec le slogan de ces deux jours «La BIO une chance pour le climat» et le modèle d'agriculture proposé préservant l'environnement et privilégiant les circuits courts, notre association était dans son élément. Cette manifestation qui a réuni plusieurs milliers de visiteurs a été l'occasion pour notre association de se faire connaître auprès d'un nouveau public, de trouver de nouveaux adhérents et de rencontrer quelques élus.

Les membres du conseil d'administration présents ont apprécié le côté convivial de cette organisation qui leur a permis également de participer à des conférences ou des ateliers et de rencontrer d'autres exposants intéressés et préoccupés par les mêmes enjeux au niveau de la planète.



programme de notre séjour qui nous a permis de faire le tour des réalisations que Peuples Solidaires St-Lô a soutenues : des forages, l'école (515 élèves pour 6 classes), le CAK, le CEG (3 classes de 6e de 72 élèves chacune, 2 classes de 5e de 70 élèves, 1 classe de 4e de 67 élèves et 1 classe de 3e de 90 élèves) ainsi que le magasin de warrantage.

**Vendredi 26 août 2016 : réception à la mairie de Saint-Lô de Mariam Sidibé-Fayama, de l'association AzaMa au Burkina Faso et d'une délégation de l'association ActionAid Peuples Solidaires Saint-Lô.**

Après que le maire François Brière et Françoise Fossey, présidente de ActionAid-Peuples Solidaires Saint-Lô ont rappelé les liens qui existent entre la ville de Saint-Lô et le Burkina par le biais d'une convention triennale, c'est surtout le nouveau projet «De la production locale à la commercialisation» qui a été présenté par Mariam qui le coordonne sur place. Avant le verre de l'amitié, le maire a offert à Mariam un livre sur la ville de Saint-Lô.

Au fil des jours, la délégation a échangé, découvert, questionné, en visitant des villages, des écoles, des jardins...

Des satisfactions :

- Le Collège, dont PSo Saint-Lô a soutenu financièrement le démarrage il y a 4 ans, fonctionne maintenant à plein régime ! (7 classes de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>).

- Le warrantage communautaire du CAK, qui permet aux paysans de stocker et de mieux vendre leurs céréales, est déjà saturé. A noter que la gestion en est confiée à une jeune femme, une première là-bas !

De nombreux échanges ont eu lieu sur l'impact des formations effectuées l'an passé et sur le futur programme destiné aux femmes « de la production à la commercialisation ».

Que de changements en deux

## Du côté des plaidoyers...

Deux types de plaidoyers sont proposés par notre fédération : souveraineté alimentaire et développement (SAD), droits des femmes, dignité au travail (DAT), appels urgents.

Les appels urgents sont lancés suite à la demande de partenaires des pays du sud quand ils sont victimes de violations de leurs droits. Les pétitions sont rattachées à des campagnes : Justice fiscale, campagne Lidl, campagne Juste fruit. L'objectif est d'améliorer la situation des populations du Sud. Le plaidoyer s'appuie sur des témoignages recueillis auprès de ceux qui subissent la pauvreté, l'exploitation, la violence et le non respect de leur dignité.

**Concernant les appels urgents, plusieurs ont été lancés :**

**Costa Rica** : les droits des travailleuses des plantations d'ananas sont bafoués (harcèlement, discrimination). Pourtant leur entreprise, ANEXCO, appartient à la multinationale Fiffes qui distribue des produits issus du commerce équitable. Les syndicats ont fait appel à la solidarité internationale pour appuyer leurs demandes.

**Pérou** : licenciements discriminatoires de travailleur-euse-s syndiqué-e-s de la société agroalimentaire TalS.A., fournisseur de fruits rouges et d'asperges auprès des supermarchés européens. Audience prévue le 12 décembre.

**Sierra Leone** : Les six militants qui étaient en prison depuis février ont tous retrouvé la liberté. Ces membres peuvent continuer leur mobilisation pour le respect du droit à la terre face au développement des plantations de palmiers à huile de la SAC SL, filiale de l'entreprise Socfin, dont le groupe Bolloré est le principal actionnaire.

## Des nouvelles de nos partenaires

**De retour de Kari**

Du 26 septembre au 18 octobre, une délégation d'ActionAid-Peuples Solidaires St-Lô s'est rendue au Burkina Faso.

André et Annick Laurent, Bernard et Claudine Houssin, Françoise Vinson racontent :

« De bus local en bus local puis en triporteur motorisé, nous sommes arrivés à Kari, territoire de notre partenaire historique Mazoumsé. Là une surprise nous attendait : les femmes des différents groupements du territoire nous avaient organisé un accueil particulièrement chaleureux et, c'est entourés d'une centaine de femmes que nous avons quitté le "goudron" pour nous diriger en cortège vers le CAK (Centre d'Accueil de Kari), tout en chantant et en dansant.

Dans la soirée, nous nous sommes mis aussitôt au travail avec quelques représentants du Bureau de l'Union Mazoumsé pour élaborer le



décennies ! Plus d'une vingtaine de petits commerces le long de la piste goudronnée donnent de la vie au village. Et dans quelques années, l'électricité devrait arriver !

L'action conjointe de l'Union Mazoumsé et de Peuples Solidaires est bien reconnue par la Mairie de Dédougou (dont dépendent encore les 12 villages de Kari). Le Maire, en personne, est venu saluer la délégation saint-loise à Kari le jour de son départ.

Bref, un séjour inoubliable ! »



## Quant aux pétitions, elles ont circulé ou circulent encore :

**Lidl** : Lidl prétend que ses bananes et ananas sont produits de façon durable. En fait, les travailleur-euse-s, ont des salaires insuffisants, une exposition aux produits toxiques et une répression syndicale. Un rendez-vous a été demandé à Lidl France. La pétition sera remise mi-novembre.

**APE (Accord de Partenariat Economique)** : les chefs d'état d'Afrique de l'Est ont décidé d'attendre le 1er janvier 2017 pour prendre la décision de signer ou pas l'APE (Europe/Afrique). Il est encore temps de signer cette pétition.

**Brésil, pressés comme des oranges** : remise de la pétition le 13 octobre au salon du Jus à Anvers.

**Justice et transparence fiscales** : Une deuxième lecture de la loi Sapin est prévue à la fin du mois. ActionAid Peuples Solidaires suit ce qui se passe. Consultez régulièrement le site et signez en ligne ! [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)

## Vie de la Fédération

### Assemblée Générale de Peuples Solidaires Action Aid France les 21 et 22 mai 2016 à Montreuil.

Vingt-sept groupes et dix-huit adhérent-e-s individuel-le-s y étaient représentés. L'équipe des salarié-e-s était presque au complet. Marco Andolfato d'ActionAid Italie représentait ActionAid. Les différents rapports ont été présentés et votés. Le Conseil d'Administration national comporte maintenant deux membres d'ActionAid Peuples Solidaires Saint-Lô : Françoise Vinson qui en faisait déjà partie et Françoise Fossey qui a été élue pendant cette assemblée. Françoise Vinson participe à la commission nationale "Dignité Au Travail" (DAT) et Françoise Fossey à la commission "Appels Urgents". Une motion demandant une implication plus forte de la fédération dans la lutte contre les accords de libre échange (TAFTA, CETA, APE) n'a pas été adoptée. Un appel urgent concernant les APE (Accords de Partenariat Economique) entre l'Europe et l'Afrique a été néanmoins lancée (**signature en ligne sur le site [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)**). C'est au cours de cette assemblée que le nouveau nom de l'association et son

logo ont été adoptés. Un travail en ateliers a permis d'échanger sur ce que nous attendons d'ActionAid. C'est Raymonde Lebois qui est maintenant présidente d'ActionAid France Peuples Solidaires, elle remplace Michel Grandmougin.

### Réunion Intergroupes à Besançon le mercredi 6 juillet

Douze groupes étaient présents à cette réunion. Trois points étaient à l'ordre du jour :

1. les projets de terrain de la fédération et des groupes : Le projet au Sénégal, dans lequel cinq groupes français dont le nôtre sont impliqués, a été présenté. Il concerne l'autonomisation des femmes par le renforcement de leur pouvoir économique et politique dans les zones rurales (régions de Tambacounda et de Kédougou). Une mission de membres de ces groupes a eu lieu en 2016. Elle leur a permis de voir l'application de la méthode cercle réflexion-action mise en place par ActionAid Sénégal pour faire participer les femmes au projet. Des échanges ont également eu lieu à propos des projets de terrain au Burkina Faso, pays dans lequel beaucoup de groupes de notre fédération interviennent mais où ActionAid n'est pas implanté.
2. l'engagement des jeunes : nous avons bénéficié d'une présentation du réseau Activista de notre fédération. Il faut aller rencontrer des jeunes ailleurs et autrement. Chaque groupe doit réfléchir à ce qui pourrait être mis en place localement.
3. les APE : des démarches ont été faites par certains groupes vers les député-e-s. Celles-ci ont été analysées et un jeu de rôle a été réalisé pour comprendre comment se positionner pendant l'échange. Une piste a été dégagée : l'échange de bonnes pratiques sur la recherche de financement.

### Université d'Été des Mouvements Sociaux et de la Solidarité Internationale à Besançon du 6 au 9 juillet 2016.

Deux membres de notre groupe, Françoise Vinson et Françoise Fossey, y étaient.

Près de 1000 personnes étaient réunies pour participer à plus de 40 ateliers, débats et formations ayant pour thème : la transformation de nos utopies en alternatives. Des partenaires d'une quinzaine de pays étaient également présents. Des invités tels qu'Antoine Deltour, lanceur d'alerte dans l'affaire Luxleaks, Sihame

Assbague, militante antiraciste, Charles Piaget, figure de la lutte historique des "Lip", Jade Percassi, représentante du mouvement des Sans-Terre brésilien, Kamal Lahbib, l'un des organisateurs des mobilisations autour de la COP22 au Maroc, sont intervenus. Françoise Vinson a participé au module «Finance citoyenne et banque éthique, une autre finance est possible» et Françoise Fossey à celui qui avait pour thème «A la conquête de l'espace public». Pour toute information supplémentaire, n'hésitez pas à consulter le site et à visionner le petit film sur l'UEMSSI. [www.universite-si.org/](http://www.universite-si.org/)

### TAFTA et CETA : c'est quoi ?

Le TAFTA est un traité de libre-échange économique entre les Etats-Unis et l'Union Européenne qui vise à :

- Supprimer tous les droits de douane pour les échanges de biens.
- Intégrer de nouvelles possibilités d'accès aux marchés des services (transports...), en aplanissant les obstacles réglementaires respectifs (brevets, normes environnementales, sanitaires, de sécurité...)
- Favoriser l'accès réciproque aux marchés publics, en supprimant les dispositions respectives de protectionnisme et de préférence nationale.

Il implique la mise en place de tribunaux d'arbitrage indépendants, capables de sanctionner les Etats.

Si ce mécanisme est mis en place, la France pourra être sanctionnée financièrement si elle empêche une multinationale américaine de concurrencer librement une entreprise française sur son territoire : par exemple, l'interdiction des OGM, du bisphénol ou encore du gaz de schiste en France deviendrait « illégale » !

Les négociations sont secrètes ! Où est la démocratie ? Les lobbies industriels faiseurs de lois ?

Grâce à la mobilisation des citoyens et des ONG, certains gouvernements (dont la France) ont pris position contre ce dispositif.

Ce n'est pas suffisant, d'autant plus que le « cousin » du TAFTA, le CETA (entre le Canada et l'Europe), s'il apparaît plus attrayant, produirait les mêmes conséquences désastreuses s'il était adopté.

Le refus du TAFTA et du CETA est une exigence pour les citoyens soucieux de l'intérêt général et des générations futures.